

PS ♦ Benoît Hamon, député européen et candidat au poste de premier secrétaire.

Député européen socialiste, Benoît Hamon, 41 ans, dont la motion rassemble l'aile gauche du PS, analyse les effets de la crise financière et détaille ses propositions.

Nicolas Sarkozy serait devenu «socialiste», selon le président du Venezuela, Hugo Chavez...

C'est sûrement de l'ironie de la part de Chavez. Aujourd'hui Nicolas Sarkozy mobilise l'argent public et les ressources du politique pour remettre les marchés sur pied. Pas pour en modifier les règles du jeu. Il n'y a rien de socialiste à appeler le retour de la puissance publique d'une main et, de l'autre, à poursuivre la privatisation de la Poste, le démantèlement de l'hôpital public, la suppression des postes de fonctionnaires, et à faire travailler les gens le dimanche. Sarkozy vient sauver celles et ceux à qui il doit sa carrière politique. C'est l'exemple le plus emblématique d'une socialisation des pertes. On efface la dette de jeu des banquiers en les laissant spéculer comme avant, en toute impunité et sans contrepartie.

Que feriez-vous si vous étiez au pouvoir ?

Dans l'immédiat, la France a besoin d'un bouclier social pour amortir les effets de la crise financière. Il faut s'attendre en 2009 à une vague sans précédent de délocalisations, de plans sociaux, un coup supplémentaire porté au pouvoir d'achat des familles, et à une dégradation des conditions de travail des salariés, soumis au chantage à l'emploi.

Que proposez-vous alors ?

Il faut un moratoire sur les délocalisations, un prolongement de l'indemnisation des chômeurs en fin de droit, l'interdiction des licenciements boursiers, une baisse exceptionnelle de la TVA sur les produits de première nécessité, la mise en œuvre d'un bouclier logement fixant à 20% maximum la part du loyer dans les revenus d'un ménage. Et un programme «emploi jeune numéro 2» axé sur les services aux personnes...

Quel financement envisagez-



«Le monde change, mais au PS rien ne change»

vous pour ce bouclier social ?

L'urgence commande de supprimer le «paquet fiscal» de 14 milliards d'euros. Et puisque tout le monde s'accorde sur l'absurdité du pacte de stabilité et de croissance – on vient de mettre 10,5 milliards d'euros pour recapitaliser six banques françaises sans contrepartie – il me paraît logique qu'on poursuive l'effort de solidarité à l'égard de Français frappés de plein fouet par la crise. Notamment en revalorisant les minima sociaux, en supprimant les niches fiscales, en taxant les stock-options et en augmentant le rende-

ment de l'impôt sur la fortune.

Au PS, tout le monde sort le drapeau rouge. En quoi votre motion se distingue-t-elle ?

Notre motion est différente car elle n'a pas eu besoin de changer radicalement de grille d'analyse et de solution ! Aujourd'hui les leaders des trois motions issues de la direction sortante tiennent parfois des discours très éloignés de leurs actes et de leurs carrières passées, mais aussi des textes qu'ils écrivaient il y a quatre semaines. Le problème n'est pas tant de faire de la surenchère dans la description du chaos. Mais de dire clairement com-

ment les socialistes se mobiliseront, dans les mois et les années qui viennent, pour être utiles aux Français, dans les collectivités locales que nous dirigeons et au Parlement, afin d'en finir avec cette opposition timide complexée et désolante.

Ségolène Royal braconne-t-elle sur vos terres ?

Elle vient de reprendre notre proposition d'un pôle financier public capable de soutenir l'investissement à long terme des entreprises. Tant mieux. La compétition pour savoir lequel d'entre eux sera plus à gauche que son voisin les amène à en

faire un peu trop. J'espère seulement que cette grande transhumance politique ne se terminera pas, après le congrès, par un grand retour aux canons libéraux d'hier. Nous revendiquons un nouveau réalisme économique de gauche. Je pense à la nécessité de poser des restrictions européennes au libre-échange et à parvenir à une nouvelle répartition de la richesse entre le capital et le travail.

Le climat est au retour d'une gauche de gauche. Pensez-vous en bénéficier ?

On a gagné une bataille essentielle, celle de la crédibilité. Qui

Benoît Hamon, lundi à Paris.

PHOTO FRÉDÉRIC STUCIN. MYOP

est aujourd'hui crédible pour rassembler tous les socialistes, préparer l'union indispensable de la gauche dans les trois prochaines années ? Ceux qui sont associés historiquement et idéologiquement aux quinze dernières années de dérive d'un socialisme français marqué par la conversion à des formes plus ou moins tempérées de libéralisme économique ? Ou ceux qui n'ont jamais cru que la modernité c'était embrasser les solutions économiques de la droite ?

Votre discours accroche-t-il chez les militants ?

Incontestablement et un peu partout. J'ai conscience que dans certaines grandes fédérations, le succès de salle risque de ne pas se traduire dans les urnes. Le moment est trop grave et trop sérieux pour qu'au PS on rejoue une scène maintes et maintes fois répétée. Tout change. Le monde, l'Europe, la France changent. Mais au PS rien ne change. On reprend l'orientation, la direction d'hier, et on cherche à faire croire que cela suffit à relancer un parti qui vient de perdre trois élections présidentielles successives.

Êtes-vous une caution de gauche pour le PS ?

Le choix par les responsables politiques et les élus qui m'entourent de valoriser un homme de 40 ans pour incarner la mixité n'était ni naturel ni évident. La preuve c'est que les autres ne le font pas. Quel est le candidat vers lequel convergent toutes les analyses sur le fond ? Aujourd'hui mon projet divise ou rassemble ? J'ai plutôt l'impression qu'il rassemble. Moi je n'ai jamais changé d'idée. Quand j'ai adhéré au PS à Brest, les ouvriers de l'arsenal étaient rocardiens, cathos de gauche et radicaux. Ce sont les autres qui se sont déportés sur la droite et maintenant reviennent à gauche. La solution pour le PS c'est un leadership renouvelé au service d'une orientation renouvelée.

Vous ne serez pas majoritaire, alors vers qui vous tournerez-vous ?

Aucune motion ne sera majoritaire seule. Je ne suis pas dupe de ceux qui annoncent des rapprochements pour nous si-phonner des voix. Il y a aussi de fortes pressions pour un rapprochement entre Aubry et Delanoë. Que certains fassent 10 000 voix de plus dans une grande fédération ne me convaincra pas de me retirer. Ma candidature n'a pas pour vocation d'amuser la galerie, mais de rassembler dès le lendemain du 6 novembre. Ça va être difficile, mais rappelez-vous Mitterrand à Epinay : il avait fait 12% !

Recueilli par

♦ MATTHIEU ÉCOIFFIER